

**REPERTORIER  
CHANGES**

**Objet :** frais de mission à l'étranger

**Réf :** - Circulaire n° 1552 du 11 Août 1992  
- Instruction BA n° 39/95 du 24 Mai 1995

1. La présente circulaire a pour objet de modifier les dispositions du paragraphe III de la circulaire n° 1552 du 11 Août 1992 relative aux conditions et aux modalités d'application du droit de change au profit des entreprises du secteur économique, au titre des indemnités compensatrices de frais engagés à l'occasion de missions temporaires à l'étranger, et ce conformément à l'Instruction Banque d'Algérie n° 39/95 dont en annexe copie (1).
2. A cet effet, le montant du droit de change accordé aux entreprises économiques varie selon les critères fixés dans la circulaire sus-référencée et conformément au tableau dont en annexe copie (2).
3. Mention de modification par la présente doit être portée sur la circulaire n° 1552 du 11 Août 1992.

**Le Président Directeur Général**

  
**ATRECH**



INSTRUCTION N° 39 /95 DU 24/5/95 PORTANT MODIFICATION  
DE L'INSTRUCTION N° 22/92 MODIFIEE DU 10 JUIN 1992  
RELATIVE AUX INDEMNITES COMPENSATRICES DE FRAIS  
ENGAGES A L'OCCASION DE MISSIONS TEMPORAIRES  
A L'ETRANGER

**Article 1 :** La présente instruction a pour objet de modifier les dispositions des paragraphes 2.3 et 2.4 de l'Instruction n°22/92 modifiée du 10 Juin 1992 relative aux indemnités compensatrices de frais engagés à l'occasion de missions temporaires à l'étranger.

**Article 2 :** Les dispositions des paragraphes 2.3 et 2.4 sont modifiées et rédigées comme suit :

"2.3. Les entreprises économiques de production de biens ou de services remplissant les conditions de bancabilité auprès de leur banque, qui ont un capital compris entre 3.000.000 DA (Trois millions de dinars) et 30.000.000 DA (Trente millions de dinars), qui emploient un effectif égal ou supérieur à 100 personnes et qui réalisent un chiffre d'affaires comme suit :

- pour les entreprises de production de biens : 90.000.000 DA (Quatre vingt dix millions de dinars) ou plus :

- pour les entreprises de production de services : 45.000.000 DA (Quarante cinq millions de dinars) ou plus :

Ces catégories d'entreprises sont éligibles au droit de change dans les conditions fixées aux articles III à VIII ci-après, et dans les limites suivantes :

- 1.800.000 DA (Un million huit cent mille dinars) par an pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 225 millions de dinars pour les biens ou de plus de 113 millions de dinars pour les services.

- 1.400.000 DA (Un million quatre cent mille dinars) par an pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de 150 à 225 millions de dinars pour les biens ou de 75 à 113 millions de dinars pour les services.

- 1.000.000 DA (Un million de dinars) par an pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de 120 à 150 millions de dinars pour les biens ou de 60 à 75 millions de dinars pour les services.

- 600.000 DA (Six cent mille dinars) par an pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de 90 à 120 millions de dinars pour les biens ou de 45 à 60 millions de dinars pour les services".

"2.4. Les entreprises économiques remplissant les conditions de bancabilité auprès de leur banque, qui ont un capital compris entre 300.000 DA (Trois cent mille dinars) et 3.000.000 DA (Trois millions de dinars), et qui emploient un effectif au moins égal à 20 personnes sont éligibles au droit de change dans les limites suivantes (en fonction de l'effectif réel qu'elles emploient) :

- 500.000 DA (Cinq cent mille dinars) par an pour les entreprises employant un effectif de 70 à 99 personnes.

- 400.000 DA (quatre cent mille dinars) par an pour les entreprises employant un effectif de 40 à 69 personnes.

- 300.000 DA (Trois cent mille dinars) par an pour les entreprises employant un effectif de 20 à 39 personnes".

**Article 3 :** La présente instruction est applicable à compter de la date de sa signature.



السيد محمد  
عبد الوهاب كرومان

TABLEAU FIXANT LE MONTANT DU DROIT DE CHANGE POUR LES ENTREPRISES DE PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

CRITERES	Montant du droit de change : sans limitation annuelle du budget ou de nombre de missions		Montant du droit de change : 1.800.000 DA par an	
	<u>Biens</u> égal ou supérieur à 30.000.000 DA	<u>Services</u> égal ou supérieur à 30.000.000 DA	<u>Biens</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA	<u>Services</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA
CAPITAL			entre 3.000.000 DA ou +	entre 3.000.000 DA ou +
CHIFFRE D'AFFAIRES			90.000.000 DA ou + (225.000.000 DA ou +)	45.000.000 DA ou + (113.000.000 DA ou +)
EFFECTIF			100 personnes ou +	

CRITERES	Montant du droit de change : 1.400.000 DA par an		Montant du droit de change : 1.000.000 DA par an	
	<u>Biens</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA	<u>Services</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA	<u>Biens</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA	<u>Services</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA
CAPITAL	entre 3.000.000 DA ou +	entre 3.000.000 DA ou +	entre 3.000.000 DA ou +	entre 3.000.000 DA ou +
CHIFFRE D'AFFAIRES	150.000.000 DA ou +	75.000.000 DA ou +	120.000.000 DA ou +	60.000.000 DA ou +
EFFECTIF	100 personnes ou +		100 personnes ou +	

CRITERES	Montant du droit de change : 600.000 DA		Montant du droit de change : 500.000 DA	
	par an		par an	
CAPITAL	<u>Biens</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA	<u>Services</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA	<u>Biens</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA	<u>Services</u> entre 3.000.000 et 30.000.000 DA
CHIFFRE D'AFFAIRES	90.000.000 à 120.000.000 DA	45.000.000 à 60.000.000 DA		
EFFECTIF	100 personnes ou +		70 à 99 personnes	

CRITERES	Montant du droit de change : 400.000 DA		Montant du droit de change : 300.000 DA	
	par an		par an	
CAPITAL	<u>Biens</u> entre 300.000 et 3.000.000 DA	<u>Services</u> entre 300.000 et 3.000.000 DA	<u>Biens</u> entre 300.000 et 3.000.000 DA	<u>Services</u> entre 300.000 et 3.000.000 DA
CHIFFRE D'AFFAIRES				
EFFECTIF	40 à 69 personnes		20 à 39 personnes	